



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 12/2018 – 8

OBJET : REDEVANCE SPECIALE

Tarifs pour la redevance spéciale pour les déchets assimilés aux déchets ménagers produits par les producteurs non ménagers

L'An deux mille dix-huit et le dix-neuf du mois de décembre (19.12.2018) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 13 décembre 2018, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint-Nicolas-de-la-Grave, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président (à partir de la délibération n°2)
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

M. REMIA Alex - M. KOZLOWSKI Éric - Mme HURREAU-SAUVET Nadia - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°10) - Mme CAMPOURCY Véronique - Mme TRESSSENS Christiane - M. IMBERT Jean-Paul - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel (à partir de la délibération n°7) - Mme BAULU Maryse - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - Mme CASTRO Marie - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. DELLAC Patrick - M. GARRIGUES Jean-Claude - M. LAFONT Hubert - M. DESQUINES Philippe - M. SAMAIN Hugues - M. FEGNE Jean - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme CARRE Nathalie
Mme BAJON-ARNAL Jeanine
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°9)
M. BENECH Robert
M. ANDRAL Maurice
Mme MAERTEN Fabienne
M. FONTANIE Pierre
M. GUILLAMAT Pierre
M. DESCAZEUX Robert
M. GERARDIN Frédéric
Mme BERGE Marie-Luce
M. PREVEDELLO Xavier

a donné procuration à M. CAPAYROU J.
a donné procuration à M. BESIERS J-P.
a donné procuration à M. IMBERT J-P.
a donné procuration à M. PONS M.
a donné procuration à M. LANNES S.
a donné procuration à M. HENRYOT JL.
a donné procuration à Mme ROLLET C.
a donné procuration à M. HENRYOT JM.
a donné procuration à Mme CASTRO M.
est remplacé par M. VIGNAUX C., conseiller suppléant
a donné procuration à M. DESQUINES P.
a donné procuration à M. FEGNE J.
a donné procuration à M. BRIOIS D.

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme GARRIGUES Maïté
M. CALVI Daniel
M. VALLES Gérard

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Madame Véronique CAMPOURCY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 09/2018 - 1 du 25 septembre 2018 portant « Instauration de la redevance spéciale pour les producteurs non ménagers de déchets ménagers assimilés » ;

Vu la délibération 09/2018 - 2 du 25 septembre 2018 adoptant le « Règlement de collecte » du service public de gestion et de prévention des déchets ;

Vu l'avis de la commission communautaire « Développement économique – Attractivité du territoire et Agriculture » du 26 novembre 2018 ;

Vu l'avis de la commission communautaire Cadre de vie du 3 décembre 2018 ;

Vu l'avis de la commission communautaire « Finances, Marchés Publics et Vie Associative » du 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis du bureau communautaire du 11 décembre 2018 ;

Considérant que la redevance spéciale (RS) s'applique aux établissements publics et administrations, ainsi qu'aux activités professionnelles - entreprises, artisans, commerçants - qui bénéficient du service public de collecte et de traitement des déchets assimilés aux déchets ménagers, indépendamment de leur situation au regard de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) ;

Considérant que cette redevance spéciale sera applicable aux usagers qui présentent à la collecte un volume de bac à déchets assimilés aux ordures ménagères supérieur à 1540 litres d'ordures ménagères résiduelles par semaine ;

Considérant que l'importance du service rendu, pour le calcul du montant de la redevance spéciale, est appréciée sur la base du volume total des bacs mis à disposition de l'utilisateur, de la fréquence de la collecte et du nombre de semaines pendant lesquelles l'utilisateur bénéficie du service de collecte de ses déchets.

L'assiette de facturation pour les déchets résiduels et la redevance spéciale seront donc calculées comme suit :

Part liée au service rendu = volume des bacs d'ordures ménagères résiduelles mis à disposition X Fréquence hebdomadaire de collecte X Nombre de semaines de service par an

RS annuelle = Part forfaitaire annuelle + Tarif au litre X Part liée au service rendu.

Avec les tarifs suivants :

- Part forfaitaire annuelle : 94 € par an et par convention,
- Tarif au litre pour les ordures ménagères résiduelles : 0,02270 €/L.

Considérant que certains usagers non ménagers ont un besoin ponctuel de dotation en bacs et de collecte, par exemple dans le cas de manifestations, il est nécessaire de fixer un tarif spécifique pour la mise à disposition temporaire de bacs, leur collecte et leur traitement, calculé de la manière suivante :

RS temporaire = Part forfaitaire temporaire + Tarif au litre X Part liée au service rendu.

Avec les tarifs suivants :

- Part forfaitaire annuelle : 134 € par convention temporaire,
- Tarif au litre pour les ordures ménagères résiduelles : 0,02270 €/L.

Considérant que les tarifs pourront être modifiés chaque année en fonction de l'évolution du coût du service de collecte et de traitement des déchets, lors de l'adoption du rapport annuel du service public de gestion et de prévention des déchets ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **fixe** à compter du 1er juillet 2019 les tarifs suivants relatifs de la redevance spéciale :
 - Part forfaitaire annuelle (frais de gestion) : 94 € par an et par convention,
 - Tarif au litre pour les ordures ménagères résiduelles : 0,02270 € le litre,
 - Part forfaitaire temporaire (frais de gestion et de manutention exceptionnelle des bacs) : 134 € par convention.
- **dit que** les tarifs pourront être modifiés chaque année en fonction de l'évolution du coût du service constaté lors de l'adoption du rapport annuel du service public de gestion et de prévention des déchets ;

Cette redevance n'est pas assujettie à la TVA.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 24/12/18

Publication le : 24/12/18

Notification le : B6

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice :53
Présents :38
Votants :50
Adoptée à l'unanimité des votants

AR PREFECTURE

082-200066322-20181224-DEL1220188-DE

Regu le 24/12/2018



Le 24/12/2018, le Préfet de la Seine-Saint-Denis a reçu en audience publique le représentant de la commune de [nom de la commune] pour lui faire connaître les conclusions de la commission d'enquête sur les faits relatés par le [nom de la commune] le 12/12/2018.

Le Préfet a informé le représentant de la commune que la commission d'enquête a constaté que les faits relatés par le [nom de la commune] le 12/12/2018 ont été constatés par la commission d'enquête.

Le Préfet a informé le représentant de la commune que la commission d'enquête a constaté que les faits relatés par le [nom de la commune] le 12/12/2018 ont été constatés par la commission d'enquête.

Le Préfet a informé le représentant de la commune que la commission d'enquête a constaté que les faits relatés par le [nom de la commune] le 12/12/2018 ont été constatés par la commission d'enquête.